



Compte-rendu de la réunion des délégués avec les sections syndicales du mardi 18 juin 2019

Mardi 18 juin, s'est tenue à Nanterre CAD une réunion des délégués de centres (agents syndiqués ou non syndiqués) et de services avec les sections syndicales CGT, Solidaires Finances Publiques et FO.

Étaient présents 36 participants représentant 26 services des 14 sites suivants : Antony, Boulogne-Jaurès, Clichy, Colombes, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Montrouge, Nanterre CAD, Nanterre Tivoli, Sceaux (TM), Sèvres, Suresnes, Vanves (CFP).

La réunion a été préparée par des HMI de 15 sites sur 29 avec une participation importante : 25 présents à Suresnes, 20 à Colombes et Levallois-Perret, 30 à Montrouge et Courbevoie, 40 à Nanterre CAD, 45 à Vanves DDFIP...

Le constat a été dressé unanimement. Le plan présenté par la DDFIP est un véritable carnage : disparition de toutes les trésoreries, suppression de la moitié des SIP, de la majorité des SIE et de 4 SPF sur 5... 7 centres des Finances publiques disparaissent. De très nombreux services (brigades ...) ou parties de services (SIE, SIP...) sont déplacés.

En ce qui concerne les accueils de proximité, il se confirme qu'il ne s'agira que de permanences ponctuelles, de l'ordre d'une demi-journée par semaine, recevant uniquement sur rendez-vous.

Ce plan constitue un recul sans précédent pour les élus et les usagers. Et pour les agents, c'est un véritable « plan social » !

Plusieurs intervenants ont fait remarquer que des centaines d'agents vont se voir imposer une mobilité forcée synonyme d'allongement du temps de trajet et d'entassement sur les sites restants. Cette contraction annonce des centaines de suppressions d'emplois sur lesquelles la direction refuse toute communication.

Les dispositions en cours d'adoption de la loi Dussopt dans l'urgence vont trouver à s'appliquer : détachements d'office, départs volontaires, ruptures conventionnelles.

De nombreux collègues, particulièrement les collègues rentrés récemment dans l'administration, n'auront pas la garantie de poursuivre leur carrière à la DGFIP, voire au sein de la fonction publique.

Darmanin veut passer en force. Il méprise les organisations syndicales et les agents !

Tous les services, tous les agents sont concernés.

De toutes les HMI montent une exigence : retrait du plan de destruction de la DDFIP 92, retrait du plan Darmanin.

Dans toutes les directions de France, les agents se réunissent, se mobilisent et rejettent les projets du ministre qui aboutissent à la destruction de notre administration et des droits des agents.

Après un débat concernant les actions à engager suite à l'annonce du plan au niveau départemental, les participants ont adopté **les décisions suivantes** :

- se constituer en comité de délégués de centres et de services avec les sections syndicales ;
- signature en masse par les agents d'une pétition à destination de la direction et du ministre exigeant le retrait du plan présenté par la DDFIP 92, et plus largement, du plan Darmanin ;
- rédaction et envoi d'une lettre aux élus, chaque site s'occupant de les contacter ;
- pétition papier et en ligne à destination des usagers contre la fermeture des services ;
- information de la presse et des médias ;
- proposition de multiplier, sur la BALF spécialement dédiée par la DDFIP 92, les messages exigeant le retrait du plan ;
- affichage d'expressions à l'attention des usagers sur les sites.

Plusieurs sites se sont d'ores et déjà prononcés en faveur d'une grève prolongée pour faire reculer Darmanin et la DGFIP dans l'unité, tous ensemble et au même moment.

Enfin, il a été décidé de faire la proposition à tous les collègues de se mettre en grève reconductible à compter du mardi 25 juin 2019. Le comité appelle tous les agents à se réunir avec les délégués sur tous les sites en assemblée générale, et à se prononcer sur cette proposition d'ici lundi.

TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN !